



## **Déclaration liminaire SUD éducation Paris**

### **CSA DU jeudi 25 mars 2025**

Lycéens pris en charge dans le cadre du feu dispositif lycéen qui dorment à la rue, plusieurs dizaines de jeunes scolarisé·es dans des lycées parisiens remis à la rue suite à l'évacuation de la Gaité Lyrique, jeunes mineur·es non accompagné·es qui tentent depuis 6 mois d'obtenir un RDV pour un test CASNAV, jeunes qui attendent une affectation pendant plusieurs mois, baisse des heures spécifiques allouées aux élèves relevant des dispositifs ULIS et UPE2A, baisses marquées des DHG dans les établissements situés dans les zones, les plus sensibles...

Le rectorat de Paris a décidément une bien drôle de manière de répondre aux objectifs de l'école inclusive tels qu'ils apparaissent sur le site de la DGESCO :

"L'École inclusive vise à assurer une scolarisation de qualité pour tous les élèves, de la maternelle au lycée, par la prise en compte de leurs besoins partagés pour apprendre et des besoins plus spécifiques de certains d'entre eux."

La réalité de l'école inclusive c'est malheureusement de justifier la suppression de moyens au service des élèves à besoins particuliers au nom de l'inclusion. La suppression des heures allouées aux ULIS et UPE2A est d'ailleurs paradoxalement justifiée au nom de l'inclusion... Exit les besoins particuliers. Madame la DASEN dans un CSA précédent nous a d'ailleurs indiqué que l'expertise des coordonnatrices ULIS et UPE2A prendrait le relai de ces heures perdues pour pourvoir aux besoins des élèves. Que près de la moitié des enseignant·es coordo d'ULIS soient des contractuel·es non formé·es, qu'importe !

Lors de sa conférence de presse du 17 janvier, Elisabeth Borne, ministre de l'Éducation Nationale, annonçait que le collège était une priorité notamment pour augmenter le niveau des élèves et favoriser l'école inclusive.

« Aujourd'hui, la situation démographique nous offre une opportunité unique : celle de mieux accompagner les territoires et les élèves les plus fragiles. »

Des paroles en décalage avec les actes. Le ministère réduit le budget parisien, alors le rectorat de Paris décide de faire des économies sur des publics parmi les plus fragiles. Les élèves d'UPE2A et d'ULIS sont ceux qui ont le plus besoin d'être accompagnés. Beaucoup d'élèves d'UPE2A vivent dans des conditions de précarité extrême, ils ont souvent vécu des scolarités chaotiques auparavant, ces enfants sont parfois porteurs de traumatismes importants, conséquences de leurs parcours migratoires ou des

raisons qui ont poussé leurs familles à partir. Les élèves inscrits en ULIS ont généralement eu un parcours scolaire semé d'embûches et certains d'entre eux cumulent les vulnérabilités. De plus, certains élèves sont à mi-temps entre le collège et une structure médicale (IME, hôpital de jour...). D'autres, ont une notification MDPH pour une structure médicale à temps complet mais, faute de place, ils sont accueillis au sein des dispositifs ULIS. Pour ces derniers, l'inclusion en classe ordinaire demeure particulièrement complexe.

Mais cette discussion nous paraît finalement dépassée puisque nous sommes ici pour discuter des suppressions de postes dans le 2nd degré. Ce temps d'échange sur les moyens accordés aux établissements, nous ne l'avons pas et il manque cruellement. Pourtant, comment ne pas discuter des DHG lorsqu'elles ont un impact si clair sur les fermetures de poste dans Paris et sur les conditions de travail des personnels ? Suite au changement de sectorisation dans l'ouest 18e, aucun moyen supplémentaire n'a été attribué au collège Coysevox pour l'accueil de 28 élèves supplémentaires en 6e venant de l'école Championnet à la rentrée prochaine. Pourquoi ce changement de sectorisation n'est pas pris en compte dans la DHG de l'établissement ? Cette situation ressemble à celle de Clémenceau qui avait subitement perdu plus d'une dizaine d'élèves pour une montée de la 5e à la 4e, entraînant la fermeture d'une classe dans leur DHG, qui n'avait été rétabli qu'une fois le mouvement passé.

Il y a une semaine était évacuée la Gaité Lyrique. Occupée depuis mi-décembre, ce lieu a réuni jusqu'à 450 jeunes demandeurs d'une reconnaissance de minorité, beaucoup en demande d'une scolarisation qui ne pouvait aboutir faute de contingent suffisant de rdv proposés par le CASNAV. Suite à l'évacuation violente de la Gaité Lyrique, et à une traque infernale des jeunes qui s'y trouvaient dans la journée du 18 mars et dont plus d'une cinquantaine se sont retrouvés en garde-à-vue, des dizaines d'entre eux, scolarisés, se retrouvent à la rue : dans certains établissements heureusement, ils peuvent bénéficier de la solidarité des personnels, lorsque ces derniers connaissent la situation. Mais dans de trop nombreux cas, ces élèves vont rester à la rue, et se demandent même ce qu'ils vont pouvoir manger, mettant en péril leur scolarité et de fait leur avenir.

SUD éducation Paris adresse tout son soutien à ces jeunes, expulsés de la Gaité Lyrique et sans toit.

SUD éducation Paris s'interroge également sur la gestion par le rectorat des blocus lycéens. Depuis quelques années, le rectorat pousse les chefs d'établissement à faire intervenir la police de manière systématique sur les blocus des lycéens. Tandis que nos élèves s'expriment par ce moyen, les CVL étant devenus des lieux dépolitisés et coupés des autres instances des établissements, des BDE de lycée destinés à animer la vie des établissements et non plus des lieux de débats et d'écoute, le blocus est le moyen pour les élèves de se faire entendre des chefs d'établissement et de l'académie. Entendre mais pas écouté. La présence systématique de la police crée un climat de tension et dégénère régulièrement, celle-ci étant là non pas pour encadrer le blocus mais pour le réprimer. 12 lycéens de Diderot se sont retrouvés en GAV vendredi pour avoir dénoncé les violences et la répression qui s'était abattue sur eux 2 jours plus tôt, 5 ont passé la nuit en GAV pour être déférés au tribunal. Quand l'état et l'académie arrêteront de traiter les lycéens de cette manière, de réprimer pour mieux écraser leur parole. Que

s'est-il passé depuis la dernière vague de contestation des lycéens qui dénonçait le rythme écrasant de l'année de terminale, dont les programmes sont trop longs et Parcoursup source de stress énorme ? Avez-vous reçu ces lycéens pour en discuter ? En envoyant la police sur les blocus, vous mettez une distance de plus entre l'institution et la jeunesse, qui continuera à protester.